

Zoé Maus ♦ CIEP Communautaire

Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête: retour sur les grèves féministes¹

« **L**e 8 mars, des millions de femmes de par le monde se croiseront les bras, arrêteront de travailler et arrêteront toute activité qui perpétue leur exploitation. Faisons de ce jour et du processus qui y mène le début d'un nouveau mouvement, un point tournant dans notre refus du sexisme, du racisme, du militarisme et de toutes les formes de violence contre les femmes, qu'elles soient individuelles ou institutionnelles » : avec ces mots, l'intellectuelle féministe Silvia Federici appelait les Espagnoles à faire grève le 8 mars 2018². Symbole de cette mobilisation, cette grève restera dans les annales en Espagne (et aussi pour le mouvement féministe). Avec plus de 5 millions de femmes (et d'hommes) en grève, les Espagnoles ont réussi le pari d'arrêter leur pays pendant 24 heures. Un an plus tard, un nouvel appel international a été lancé pour recommencer l'action.

Ces mobilisations ne sont pas des cas isolés ou ponctuels. Elles sont les héritières d'une longue histoire et l'aboutissement d'un processus qui a vu, ces dernières années, les femmes se croiser les bras dans de nombreux pays (Espagne, Argentine, France, États-Unis, Pologne), pour dénoncer la violence systémique dont elles sont victimes. S'arrêter pour montrer qu'on existe. S'arrêter pour visibiliser le travail invisible des femmes. S'arrêter pour dénoncer les oppressions et les violences. S'arrêter pour montrer que lorsque les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête.

Le « jour le plus long » en Islande

Le 24 octobre 1975, les Islandaises ont mis leur pays à l'arrêt lors du « jour sans ». Revendiquant l'égalité avec les hommes dans le monde du travail et la reconnaissance de leur rôle dans tous les pans de l'économie mais aussi dans la gestion des familles, ce mouvement suivi par 90% des Islandaises a entraîné des changements de législation donnant plus de droits aux citoyennes.

Une longue histoire de mobilisations

Les grèves des femmes ne sont donc pas récentes mais elles ont été largement invisibilisées, comme l'histoire des femmes en gé-

néral. Cependant, dès lors qu'on s'attarde un peu sur l'histoire des mouvements populaires, on constate la grande participation des femmes. Partout dans le monde, elles se sont emparées de cet outil et l'ont utilisé pour défendre leurs droits. Ces dernières années,

une lame de fond féministe s'est fait sentir partout dans nombreux pays, notamment en réponse à la montée des fondamentalismes et des extrémismes (politiques, religieux ou économiques). Le système néolibéral renforce l'imbrication des oppressions et des violences vécues par les femmes. Si l'on ne peut évidemment nier l'amélioration de certains aspects de leurs conditions de vie, il faut reconnaître que partout l'arrivée au pouvoir des conservateurs a provoqué une stagnation, voire un retour en arrière, dans de nombreux domaines : remise en question des droits à l'avortement et des droits des LGBT+, conditions de travail de plus en plus difficiles, augmentation du racisme et des féminicides. Les raisons de se mobiliser et de faire grève étant multiples, les formes de grèves doivent l'être aussi.

Historiquement, les grèves des femmes ne se sont pas cantonnées au travail salarié, puisqu'elles englobent tous les pans de la vie en société dans leurs luttes. Arrivées massivement dans l'emploi rémunéré, les femmes se sont réapproprié les enjeux des luttes ouvrières, en agissant de manière globale, à la fois pour revendiquer de meilleures conditions de travail et des salaires égaux (le pain) mais également pour davantage de bien-être dans toutes les sphères de la vie (les roses). Si leur travail a d'abord été considéré comme un travail d'appoint ou de remplacement des hommes, elles ont su prendre leur place dans les mouvements syndicaux, voir même, dans certains cas, être à l'origine de certains syndicats.

Depuis un siècle, les luttes féministes ont évolué³: si la grève (actuelle) n'abandonne pas le combat sur la question des salaires, elle le redéfinit et l'oblige à se confronter aux formes existantes de travail non salarié, majoritairement rempli par les femmes, et en particulier les femmes racisées. En incluant et en visibilisant des sphères où le capital exploite et extrait de la valeur, la grève en tant que « *blocage, défi et désobéissance* » pratiquée par les femmes, permet de « *conjuguer ces deux dimensions : la transversalité de sa composition politique (syndicats, organisations*



de base, collectifs de dissidents sexuels, associations d'étudiants, centres de santé, collectifs de migrants, etc.) et l'intersectionnalité de ses problématiques, la question centrale du travail permettant de formuler une critique concrète des nouvelles formes de l'exploitation capitaliste ». S'il ne s'agit pas là d'une nouveauté, c'est cependant un changement notoire d'orientation de la lutte. En effet, dans les premières grèves des femmes, la contradiction entre capital et travail, ainsi que l'idée que l'émancipation des travailleuses passe par la participation aux luttes syndicales (des hommes) restent les principaux moteurs de l'action⁴.

Certains mouvements du début du XX^e siècle se mobilisent également contre des faits de harcèlement et de violence commis par des contremaîtres ou des supérieurs hiérarchiques. C'est contre ces violences que de nombreuses femmes se sont mobilisées.

La violence n'est pas seulement physique. Elle concerne également la violence du système néolibéral et la division internationale et sexuelle du travail qui modifie la configuration du marché du travail et renvoie de nombreuses femmes à la périphérie du système, tout en empêchant celles qui y sont de se rapprocher du centre, confinant de plus en plus les femmes migrantes et/ou racisées dans le travail informel ou précaire, en faisant les premières victimes des discriminations à l'embauche.



Reportage &

Selon Cinzia Arruzza, l'autre nouveauté des mouvements de ces dernières années réside surtout dans l'impact international de ces grèves et leur reconnaissance comme construisant l'identité de ce « nouveau mouvement féministe »⁵. La connexion internationaliste que les différents mouvements ont créée apporte une vision renouvelée de cet outil de lutte. Loin de s'homogénéiser dans l'internationalisation du mouvement, les femmes ont réussi à préserver leur autonomie dans leurs modes d'organisation, leurs revendications et leurs pratiques⁶.

Une créativité féministe : des moyens d'actions spécifiques

Au-delà de cette valorisation de l'autonomie des différents groupes de femmes en grève, un des points communs est sans doute une (plus) grande créativité. Habitées à être confinées dans les recoins de l'espace public⁷, les femmes ont trouvé des

stratégies innovantes et parfois détournées pour « ouvrir la voix » et porter leur message publiquement. La plupart ont également fait preuve d'ingéniosité pour gérer leur triple fardeau et mener de front leur mobilisation militante, la charge de leur famille et le soin aux autres. Cette position sociale multiple a des répercussions sur la façon d'envisager la grève et les modes d'action, les femmes étant souvent attentives non seulement aux objectifs et aux stratégies à mettre en place politiquement mais également au vivre ensemble et au bien-être des grévistes. C'est ainsi que dès les premières grèves de femmes, elles ont mis en place des garderies et des soins spécifiques pour les enfants, des cantines communautaires ou des caisses de solidarité avec d'autres travailleuses plus vulnérables ou marginalisées. Dans de nombreux cas, les décisions sont prises lors d'assemblées non mixtes ; cette non-mixité étant garante d'un espace de parole qui leur est propre.

Les modes d'organisation et d'actions concrètes sont également représentatifs de cette capacité à sortir des chemins tracés par leurs camarades masculins. La grève des Islandaises ou celle des horlogères suisses montrent que les grèves des femmes s'accompagnent d'une redéfinition et d'un questionnement de l'organisation sociale et des rôles remplis traditionnellement par les femmes et les hommes. La sensibilisation et la formation des hommes aux tâches habituellement remplies par les femmes sont un des aspects de certaines grèves, comme dans le cas suisse, où des séances de repassage publiques étaient organisées par les hommes en solidarité avec les femmes en grève. Cette solidarité des hommes est présente dans la plupart des grèves féministes récentes (en Espagne ou dans l'appel à la grève du Collectif 8 maars). Les hommes désireux de montrer leur soutien étant appelés à remplir les tâches qui ne seront pas accomplies par les femmes.

« Femme, si tu ne luttas pas, personne ne t'écoute »

C'est en effet ce que montrent les mouvements de grèves des femmes ou de grèves féministes. Si les femmes ne prennent pas leur place dans la lutte pour l'égalité des droits, pour une meilleure répartition des tâches et un autre paradigme inclusif et égalitaire, personne ne le fera à leur place. L'histoire montre en effet que jamais les hommes ne se sont spontanément mobilisés pour combattre les inégalités, le sexisme et les violences faites aux femmes* ou aux minorités, bien au contraire. Le plus souvent, ils ont contribué à l'invisibilisation des femmes au sein des mouvements sociaux et populaires et ont souvent renvoyé les femmes aux tâches « féminines ». Au-delà de la satisfaction des revendications politiques portées par les différents mouvements



Le Collectif 8 maars et la grève en Belgique

Ce 8 mars 2019, la Belgique a vécu sa « première grève féministe ». À l'initiative d'un collectif de femmes* venant de divers horizons, un appel à une grève féministe a été lancé auprès des femmes*, des associations et des syndicats, dans une perspective d'inclusivité et d'ouverture aux groupes minorisés : femmes trans, lesbiennes ou non binaires, femmes racisées, femmes sans papiers, etc. (L'astérisque accolée au mot « femme » symbolise cette inclusivité de tout qui se reconnaît comme femme.)

Dès la première assemblée du Collectif 8 maars, près de 200 femmes* se sont réunies pour discuter des raisons et de la manière de faire grève. Partant des souhaits des participantes, des objectifs, des revendications, des modalités de grève

et d'action ont été définis. C'est en mettant en avant leur conscientisation et leurs compétences, en utilisant des outils d'éducation populaire et d'intelligence collective, que les femmes ont largement mobilisé pour qu'elles puissent faire la grève, que ce soit du travail, du soin aux autres, de la consommation ou étudiante. Leurs revendications, portant sur six thématiques principales (travail productif et reproductif, frontières, corps et sexualités, éducation, écologie et violences) expriment leur souhait de permettre à un maximum de femmes* et de groupes de s'y reconnaître et de pouvoir se les réapproprier, chacune à sa façon et selon sa position...

Info : <https://8maars.wordpress.com>

**SANS PLUS
ATTENDRE,
REPRENONS
DU POUVOIR
SUR NOS VIES**

08.03.2019

Vrouwenstaking!
Toutes en grève!
Women's Strike!



de grève, l'objectif est également émancipateur. Sortir de la maison et de l'isolement en se regroupant dans les rues, renforcer la solidarité, la sororité et l'autonomie et se réapproprier l'espace public, montrer la présence par l'absence, tels sont aussi les objectifs des mouvements portant les grèves féministes partout dans le monde. ■

1. Une version complète de cet article, illustrée par de nombreux exemples de grèves, est disponible sur www.ciep.be
2. Statut facebook de la Women's Strike Assembly, consulté le 27 février 2019.
3. Veronica GAGO, « Y a-t-il une guerre « dans » le corps des femmes ? Finance, territoires et violence », *Contretemps* : www.contretemps.eu/guerre-corps-femmes-finance-territoires/
4. Anne STEINER, « Il faut faire la grève générale de la consommation », in *Le Comptoir*, <http://comptoir.org>
5. Cinzia ARRUIZZA et Tithi BHATTACHARYA, *Grèves des femmes, grèves politiques ! Entretien avec Sarah Jaffé pour le site Truthout* (www.gauchearthcapitaliste.org/entretien-greves-des-femmes-greves-politiques/)
6. Veronica GAGO, *op. cit.*
7. Voir Mary BEARD, *Les femmes et le pouvoir. Un manifeste*, Paris, Perrin, 2018.

Marie Verhoeven ♦ Professeure de sociologie, chercheuse au GIRSEF, UCLouvain

La mobilisation pour le climat : l'école à l'école des jeunes ?

Depuis plus de huit semaines, emboitant le pas à la jeune suédoise Greta Thunberg et au mouvement Youth for Climate, les jeunes sont dans la rue, réclamant une politique climatique « ambitieuse et cohérente ». Le mouvement émeut et fascine à bien des égards. Par son ampleur et sa « viralité », d'abord. Si le nombre des manifestant.e.s du jeudi est en baisse dans la capitale, la mobilisation semble loin de s'essouffler. Elle se ramifie, déplace son épiscentre de Bruxelles vers les provinces ; elle fait fi des barrières communautaires, Francophones et Néerlandophones défilant côte à côte ; elle tire son énergie de son caractère globalisé (cf. la présence de délégations européennes ou la fierté des jeunes Belges d'être épinglés par les médias internationaux). Plus fondamentalement, le mouvement bénéficie de la force symbolique propre aux mouvements étudiants, dont l'histoire a démontré la capacité à impulser des orientations culturelles nouvelles (mai 68) et à mettre des réformes démocratiques à l'agenda (cf. les mouve-

ments étudiants de 2011 au Chili qui ont permis de faire aboutir une réforme constitutionnelle espérée depuis deux décennies). La force et la nature du mouvement font voler en éclat l'image d'une jeunesse « égocentrique » et « dépolitisée ». Car s'il ne se prive pas de dénoncer les limites de la démocratie représentative dès lors qu'il s'agit de poursuivre des objectifs de transformation sociétale radicale, le mouvement s'inscrit en revanche pleinement dans le politique. Ses modalités d'action collective sont révélatrices d'un nouvel agir politique (expressivité, participation directe, exigence de congruence entre agir individuel et valeurs, action locale-globale, etc.) dont cette génération n'a pas le monopole. Ainsi, ils multiplient les actions symboliques (ramasser les déchets en même temps qu'on manifeste), invitent chacune à agir « à son niveau » tout en interpellant directement les élu.e.s (depuis le niveau des villes jusqu'à l'ONU en passant par nos ministres de l'environnement et le conseil de l'Europe). Mais ce qui frappe encore plus ici, c'est que ce sont des mineur.e.s – non-citoyen.ne.s devant